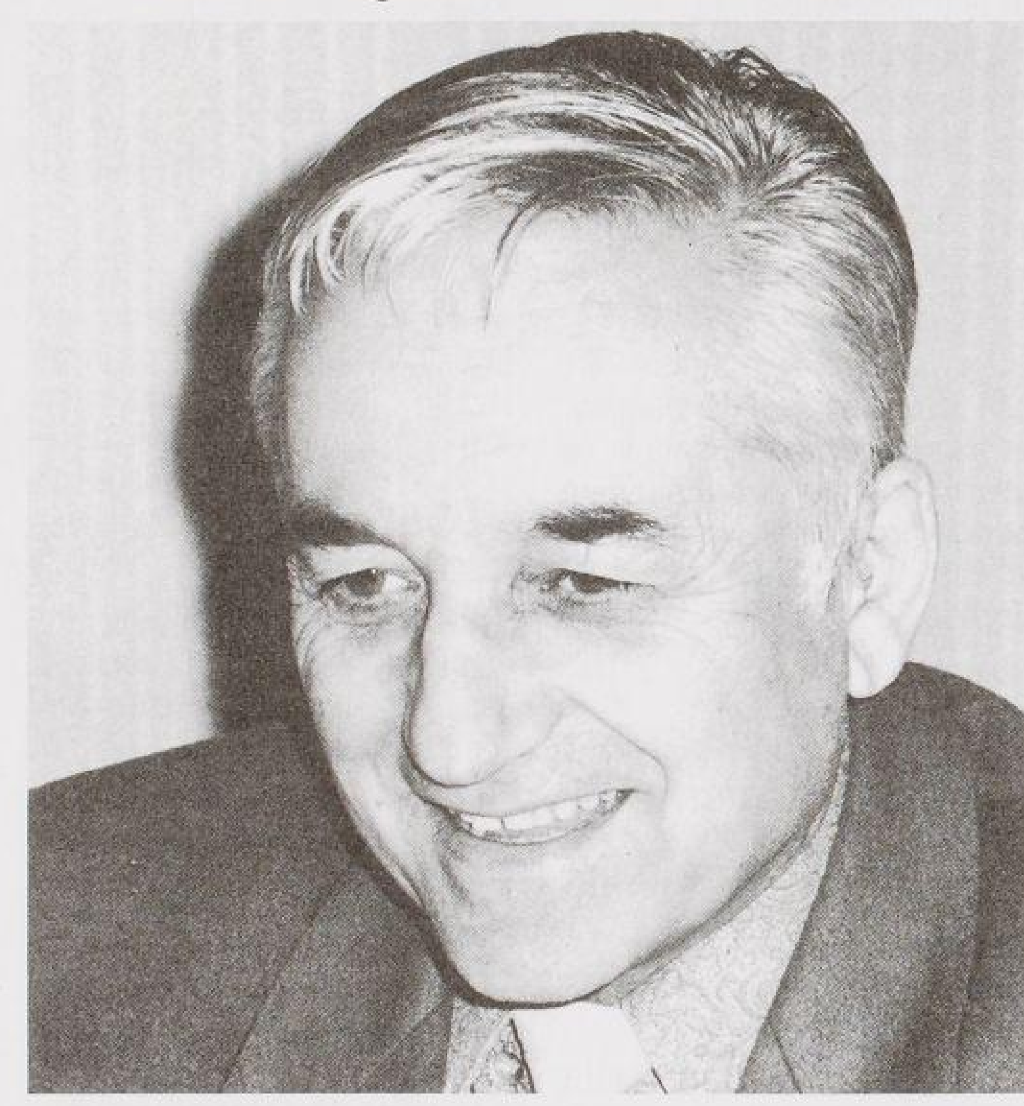
Pour se rassembler sur une vraie politique de gauche et de progrès

Un seul vote :

Guy LAVRAT

Maire de Migennes - Conseiller Général



Constamment réélu, avec de fortes majorités, conseiller général depuis 1976 et maire depuis 1977, GUY LAVRAT impulse une gestion sociale et démocratique au service des habitants, dans une région durement éprouvée par la politique gouvernementale de désindustrialisation.

En liaison avec les élus locaux, les associations (nombreuses à Migennes) et la population, sa démarche vise à « faire avec les gens et pour les gens ». C'est cela faire de la politique autrement.

La vie en perpétuel mouvement vous pose chaque jour des problèmes d'emploi, de logement, de santé, de scolarité, de formation, de protection sociale, de transports, de sécurité, d'environnement, etc.

Qu'on le veuille ou non, ces problèmes appellent en définitive — et sur le fond — des solutions politiques. Celles des gouvernements incarnés dans l'Yonne par MM. Nallet et Soisson n'ont pas été des solutions de gauche, elles doivent tout à la droite. De ce fait, l'usure et le discrédit du pouvoir socialiste n'ont d'égales que les espérances qu'il a déçues. Le retour en fanfare de l'affairiste Tapie sonne le glas de la fin d'un règne éclaboussé par les scandales.

*
**

Alors, doit-on se résigner à voir la France tomber aux mains de la droite et de l'extrême-droite ? Ce n'est absolument pas notre avis.

Nous refusons tout à la fois la reconduction des mêmes et le retour des partis réactionnaires.

*Nous avons la conviction qu'**une autre politique est possible.** A la dérive actuelle qui bafoue les vraies valeurs de la gauche, on peut et doit opposer des **priorités fondamentalement différentes,** animées par le souci d'une efficacité sociale réelle, **au service de l'homme.** Tel est l'enjeu majeur du 21 mars : c'est autre chose que les joutes politiciennes dérisoires entre le Parti Socialiste, la droite et les leaders écologistes.*

*
**

*Nous sommes résolus à favoriser **la convergence de tous ceux et toutes celles, à gauche et au-delà, qui veulent impulser une nouvelle dynamique de transformation concrète de la société** et faire de la politique autrement. Le scrutin du 21 mars sera une occasion de réaliser un pas dans cette direction, d'amorcer un tournant de civilisation où les hommes pourront conquérir la maîtrise de leurs œuvres, sans déléguer leur pouvoir à quiconque.*

TELS SONT NOS OBJECTIFS, TEL EST LE SENS DE NOTRE CANDIDATURE.

*
**

On ne sortira pas de la crise dans laquelle s'enfonce la politique française sans un sursaut démocratique.

*Quant à nous, **nous plaçons la démocratie — but et moyen du progrès humain — au cœur de notre identité de communistes français ;** ce qui n'a rien à voir avec la conception étatiste et autoritaire du socialisme qui a fait faillite dans les pays de l'Est.*

Notre ambition est que notre parti continue à se renouveler, en profondeur, pour mieux servir notre peuple, pour mieux vous aider à vous unir et à lutter afin de changer la vie.

*Nous sommes convaincus que la France et les Français ont plus que jamais besoin **d'un Parti Communiste moderne, d'élus communistes ouverts et rassembleurs.** C'est donc en toute lucidité que nous vous proposons, le 21 mars, d'utiliser le vote communiste pour devenir ainsi des acteurs conscients de votre présent et de votre avenir.*

Nous avons la prétention d'être intègres et désintéressés. Ce qui distingue les élus communistes des autres, c'est qu'ils reversent leurs indemnités d'élus à leur parti, déduction faite de leurs frais et pertes éventuelles de salaires : on ne s'enrichit pas quand on devient, comme nous, conseiller général et maire communiste.

Guy LAVRAT - Alain HENRY.

Suppléant : Alain Henry

Maire d'Ancy-le-Franc - Conseiller Général



Depuis 1976, ALAIN HENRY préside aux destinées du canton d'Ancy-le-Franc (il a été réélu dès le 1er tour en 1988), et depuis 1989, il est le premier magistrat incontesté de la commune du chef-lieu de canton.

Animateur des luttes unitaires pour l'emploi dans le Tonnerrois, il s'est montré particulièrement actif pour la défense et le développement de « J.2.T. » et de l'hôpital de Tonnerre, compromis par la politique gouvernementale.

Propositions

1. Une nouvelle croissance est possible, pour créer des emplois

Il ne s'agit pas de produire pour produire. Mais d'abord de **répondre aux besoins** énormes à satisfaire, qu'il s'agisse des produits alimentaires, industriels, des services, des transports publics, de la recherche, du logement, du traitement de la pollution et des déchets, etc.

• **L'argent, les moyens de crédit et de financement existent et peuvent être utilisés autrement.**

La moitié des profits des grands groupes, qui dépassent 1 500 milliards de francs par an, ne va pas à l'investissement industriel, mais aux placements financiers ; la spéculation en bourse brasse des sommes énormes.

Ce monstrueux gaspillage doit cesser. Nous proposons de taxer les spéculations et l'exportation des capitaux pour encourager l'investissement productif, créateur d'emplois, qui est aujourd'hui pénalisé par des taux d'intérêts prohibitifs.

• Depuis des années, les groupes industriels licencient sans entraves ; 600 000 personnes ont été licenciées en 1992. C'est inadmissible ! Les députés communistes ont fait adopter, au mois de décembre, une loi visant **au reclassement des salariés licenciés**, c'est un point d'appui pour lutter contre le chômage.

• Il faut aller vers la **semaine de 35 heures** sans diminution de salaire et maintenir le droit à une **retraite complète à 60 ans.**

• Il faut développer les coopérations européennes et internationales mutuellement avantageuses et **résister au comportement dominateur des États-Unis et du Japon,** en matière agricole aussi bien que commerciale, culturelle et industrielle.

2. La France de 1993 ne peut pas laisser des milliers de familles dans la pauvreté. Les expulsions, les saisies, coupures de gaz et d'électricité à l'encontre des familles en difficulté doivent être interdites.

• Avec plusieurs organisations humanitaires, nous préconisons que l'impôt sur les grandes fortunes soit multiplié par 4 pour **revaloriser le R.M.I.** Il n'en coûterait que 1 % de leur fortune aux milliardaires.

• **Le S.M.I.C. devrait être porté progressivement à 7 500 F par mois.** C'est possible, y compris dans les petites et moyennes entreprises, auxquelles une réforme fiscale et des conditions de crédits plus avantageuses donneraient de nouveaux moyens.

Nous sommes favorables au **relèvement prioritaire des bas et moyens salaires** et à l'indexation des salaires sur les prix.

• Nous proposons d'ex**onérer les bas-revenus de l'impôt sur le revenu** et de la taxe d'habitation (avec compensation aux communes).

• Il faut stopper le processus de démantèlement de la **protection sociale.** La taxation des revenus financiers au même taux que les cotisations salariales rapporterait immédiatement 65 milliards de francs.

• Il faut **abroger la loi sur la réforme hospitalière** qui vise à la suppression d'hôpitaux et de maternités, et ceux-ci doivent être dotés des moyens nécessaires.

• **Des logements** trop chers sont vides tandis que les logements sociaux sont insuffisants. **Les taux d'intérêt doivent être réduits** pour alléger les remboursements d'emprunts des accédants à la propriété et des organismes H.L.M., **l'État doit s'engager financièrement de façon plus importante** pour la construction et la réhabilitation de logements sociaux de qualité.

• Le transfert de 40 milliards de francs du surarmement vers **l'Éducation Nationale, la Formation et la Recherche** permettrait de donner aux jeunes et aux salariés la formation nécessaire dans un pays civilisé à la fin du XX[e] siècle.

3. Protéger et valoriser l'environnement, le monde urbain et rural.

• La France est un beau pays, mais les choix actuels la défigurent. Ils poussent à la concentration des populations dans des quartiers déshumanisés, en proie au chômage, à la mal-vie, à l'insécurité, aux logements dégradés.

Dans le même temps, la désertification rurale s'accélère.

Un meilleur cadre de vie pour tous nécessite un aménagement harmonieux de l'ensemble du territoire.

Cela implique tout autant de mener une politique de **réhabilitation des grands ensembles,** et la construction de **nouveaux logements** sociaux, que **de refuser la réforme catastrophique de la P.A.C. et les accords du GATT** qui, en mettant des millions d'hectares en friche, aggraveraient la désertification rurale et supprimeraient des milliers d'emplois.

• L'accent doit être mis sur **la sécurité de la production nucléaire d'énergie.** Des énergies renouvelables comme le solaire, l'énergie des mers, **les biocarburants,** doivent être développées.

• La **lutte contre les pollutions,** notamment **celle des eaux,** doit être dotée des moyens nécessaires.

• **Le trafic routier et autoroutier des poids lourds** doit être transféré pour une bonne partie sur des **plates-formes ferroviaires ;** le démantèlement du réseau classique de la S.N.C.F. doit être stoppé.

La pollution automobile peut être réduite en développant les **transports en commun** et en favorisant la recherche pour un **moteur propre** plus économique en énergie et pour la **voiture électrique.**

4. Pour que les gens puissent participer aux décisions qui les concernent, une démocratisation réelle est nécessaire, d'abord dans les entreprises.

Sur les conditions et l'organisation du travail, sur l'emploi, les rémunérations, la formation et la recherche, le choix des investissements, la production, la fixation des prix, **les salariés des entreprises** doivent avoir accès aux informations, ils doivent pouvoir débattre et faire entendre leurs avis et leurs propositions.

5. Il faut transformer la politique de la Communauté Européenne,

qu'elle ne soit pas soumise aux grandes banques qui spéculent et lui donner un caractère social, démocratique, pacifique et solidaire, il faut qu'elle ne soit pas dominée par l'Allemagne et les États-Unis.

Nous demandons **la garantie explicite des droits sociaux** dans chaque pays européen concerné.

6.

• Enfin, la France doit s'engager activement en faveur **de la paix, du désarmement et d'un ordre international plus juste et équilibré.**

Vu, les candidats.

Imprimerie Coopérative Chevillon, 89100 Sens